Institut de la statistique du Québec
www.stat.gouv.qc.ca

TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION

Étude sur l'évolution du pouvoir d'achat des salariés de l'administration québécoise durant la décennie 1990

FAITS SAILLANTS

Ce rapport traite de l'évolution de la rémunération des salariés de l'administration québécoise durant la décennie 1990. Il fait suite au document publié en 1992 sur l'évolution du pouvoir d'achat des employés de l'administration québécoise au cours de la décennie 1980.

Éléments couverts et méthodologie

L'étude présente l'évolution du salaire pour l'ensemble des employés de l'administration québécoise et chacune des catégories d'emplois. Le coût global de la rémunération et le coût de ses autres composantes, soit la rémunération supplémentaire et les primes ainsi que les avantages sociaux, sont aussi analysés. De plus, l'évolution du revenu du travail de l'ensemble des salariés québécois durant la décennie 1990 est présentée afin de la mettre en relation avec celle observée dans l'administration québécoise.

L'analyse de la croissance réelle de la rémunération permet, compte tenu de l'élimination de l'effet de l'inflation, de refléter les gains ou les pertes de pouvoir d'achat des salariés durant la période étudiée. Le rapport présente également le contexte économique dans lequel les salariés évoluaient durant cette période ainsi que les principaux enjeux entourant les négociations des conventions collectives dans l'administration québécoise. Une analyse de la répartition des employés de l'administration québécoise par statut d'emploi et par catégorie d'emplois ainsi qu'une étude de l'évolution de l'effectif par tranche d'âge y sont aussi présentées.

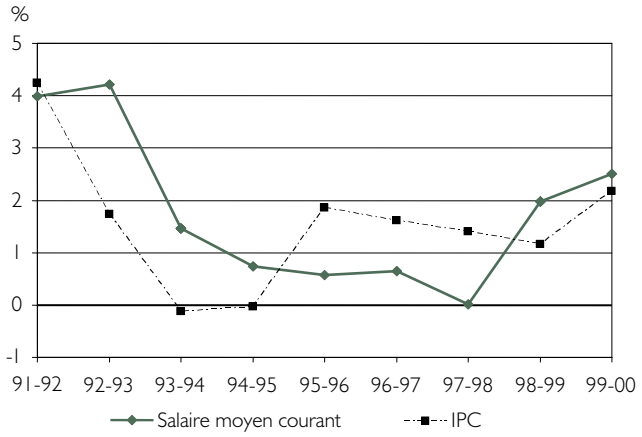
Salariés de l'administration québécoise

Évolution du salaire moyen

Ensemble des salariés

Entre 1990-1991 et 1999-2000, les employés de l'administration québécoise ont obtenu un gain de pouvoir d'achat de 2,0 %. La figure suivante illustre les taux de croissance nominale du salaire moyen ainsi que les taux d'inflation de la période étudiée. Les courbes montrent que pour cinq années sur neuf, les salariés de l'administration québécoise ont connu un gain de pouvoir d'achat.

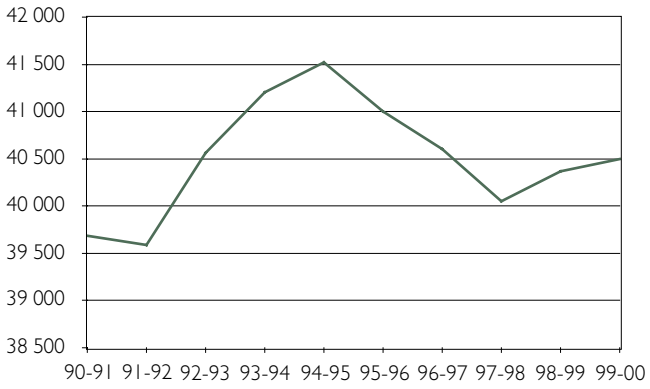
Croissance du salaire moyen et de l'IPC, ensemble de l'administration québécoise, de 1991-1992 à 1999-2000



Québec

En supprimant l'effet de l'inflation (dollars constants de 1999-2000), le salaire réel moyen en 1990-1991 était de 39 686 $ alors qu'il était de 40 499 $ en 1999-2000.

Évolution des salaires réels, ensemble de l'administration québécoise, de 1990-1991 à 1999-2000 (en dollars constants de 1999-2000)



Catégories d'emplois

Tout comme l'ensemble des employés, cinq des neuf catégories analysées ont connu une augmentation de leur salaire moyen réel au cours de la période étudiée. Il s'agit des cadres, des professionnels, des employés de bureau et techniciens, des infirmières bachelières et des infirmières. Quant aux quatre autres catégories, elles ont connu une diminution réelle de leur salaire moyen variant de 0,5 % (agents de la paix) à 2,1 % (personnel d'entretien et de service).

Salaires réels moyens par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des employés, administration québécoise, en 1990-1991 et 1999-2000 (en dollars constants de 1999-2000)

Catégorie d'emplois	1990-1991	1999-2000	Croissance
	$		%
Cadres	62 835	66 632	6,0
Professionnels	53 561	54 623	2,0
Employés de bureau et techniciens	31 672	32 503	2,6
Personnel d'entretien et de service	29 992	29 371	- 2,1
Infirmières bachelières	45 098	51 459	14,1
Infirmières	40 684	42 736	5,0
Infirmières auxiliaires	29 109	28 868	- 0,8
Enseignants	46 239	45 427	- 1,8
Agents de la paix	41 345	41 144	- 0,5
Ensemble des employés	**39 686**	**40 499**	**2,0**

Évolution du coût global moyen de la rémunération

Ensemble des salariés

Pour la période couverte, le coût global moyen de la rémunération en termes réels a augmenté de 3,7 % pour l'ensemble des salariés de l'administration québécoise. Ainsi, il était de 48 384 $ en 1990-1991 comparativement à 50 157 $ en 1999-2000 (en dollars constants). Le tableau suivant présente les données relatives au coût global et à ses composantes.

Composantes du coût global de la rémunération pour l'ensemble des employés, administration québécoise, en 1990-1991 et 1999-2000 (en dollars constants de 1999-2000)

Composante	1990-1991		1999-2000	
	$	%	$	%
Salaires	39 686	82,0	40 499	80,7
Rémunération supplémentaire et primes	2 766	5,7	3 110	6,2
Avantages sociaux	5 933	12,3	6 547	13,1
Coût global	**48 384**	**100,0**	**50 157**	**100,0**

Chez l'ensemble des salariés de l'administration québécoise, le coût moyen de chacune des composantes du coût global, c'est-à-dire le salaire, la rémunération supplémentaire et les primes ainsi que les avantages sociaux, a connu une hausse réelle durant la décennie, respectivement de 2,0 %, de 12,4 % et de 10,3 %.

Catégories d'emplois

La croissance réelle du coût global moyen est positive pour sept des neuf catégories d'emplois. Les exceptions sont les enseignants et les agents de la paix.

Pour l'ensemble des employés et la plupart des catégories d'emplois, le taux de croissance réelle du coût global moyen de la rémunération est plus élevé que celui du salaire moyen. L'évolution du coût moyen de la rémunération supplémentaire et des primes ainsi que des avantages sociaux explique ces différences. En effet, au cours de la décennie 1990, la croissance réelle du coût moyen de ces composantes a été généralement plus élevée que celle du salaire moyen pour l'ensemble des employés et la majorité des catégories d'emplois.

Analyse comparative des résultats des décennies 1980 et 1990

Les salariés de l'administration québécoise ont connu une diminution de leur salaire moyen réel de 4,1 % durant la décennie 1980 tandis qu'au cours de la décennie suivante, la croissance réelle est de 2,0 %. De 1979-1980 à 1999-2000, ces salariés ont subi une perte de pouvoir d'achat de 1,6 %.

Dans six des huit catégories d'emplois, la situation quant au gain ou à la perte de pouvoir d'achat s'est inversée au cours de la décennie 1990 par rapport à la décennie précédente, passant de perte à gain de pouvoir d'achat ou l'inverse. Dans deux catégories, soit les enseignants et les agents de la paix, une perte de pouvoir d'achat est notée au cours des deux décennies.

Croissance réelle[1] du salaire moyen, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des employés, administration québécoise, décennies 1980 et 1990 (en %)

Catégorie d'emplois	Salaire moyen		
	79-80 à 88-89[2]	90-91 à 99-00	79-80 à 99-00[3]
Cadres	- 6,6	6,0	- 0,5
Professionnels	- 12,9	2,0	- 9,5
Employés de bureau et techniciens	- 1,6	2,6	2,0
Personnel d'entretien et de service	2,5	- 2,1	0,3
Infirmières bachelières et Infirmières	- 4,1	8,0	7,8
Infirmières auxiliaires	0,6	- 0,8	2,3
Enseignants	- 5,2	- 1,8	- 9,3
Agents de la paix	- 10,0	- 0,5	- 8,6
Ensemble des employés	**- 4,1**	**2,0**	**- 1,6**

1. Calculée à partir des niveaux de rémunération exprimés en dollars constants de 1999-2000.
2. La croissance réelle calculée pour la décennie 1980 diffère légèrement de celle présentée dans le document publié en 1992. Ces différences s'expliquent par les changements introduits dans le panier de biens et services ainsi que par les arrondissements.
3. L'ensemble de la période inclut la croissance entre les années 1989-1990 et 1990-1991 qui n'est prise en compte dans aucune des deux décennies.

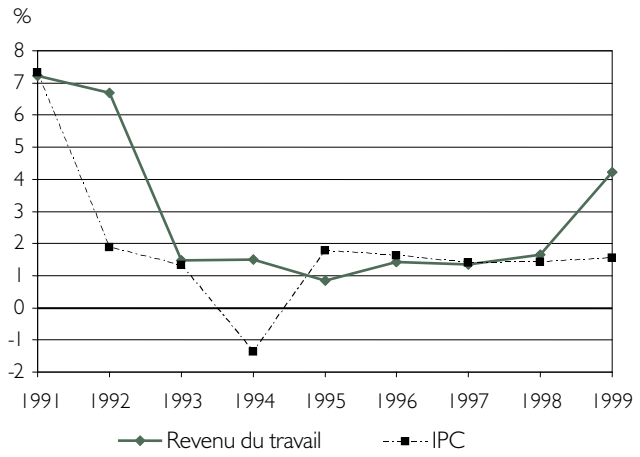
Sur vingt ans, trois des huit catégories d'emplois ont obtenu des gains de pouvoir d'achat, allant de 2,0 % à 7,8 %. Trois catégories ont connu des pertes de pouvoir d'achat, variant de 8,6 % à 9,5 %, alors qu'une stagnation de pouvoir d'achat est notée dans deux autres catégories.

Ensemble des salariés québécois

Évolution du revenu du travail moyen

Le revenu annuel moyen du travail de l'ensemble des salariés québécois a augmenté au cours de la décennie 1990. En dollars constants, le revenu annuel moyen passe de 35 236 $ en 1990 à 38 620 $ en 1999, soit une augmentation de 9,6 %. La figure ci-dessous, mettant en relation le taux de croissance nominale du revenu moyen du travail et le taux d'inflation, montre que l'enrichissement est généralement supérieur à l'appauvrissement.

Croissance du revenu annuel moyen du travail et de l'IPC, au Québec, de 1991 à 1999



Évolution des salaires et traitements et du revenu supplémentaire

La croissance réelle positive du revenu du travail moyen au cours de la décennie 1990 s'explique, d'une part, par l'augmentation de 7,4 % des salaires et traitements moyens et, d'autre part, par l'augmentation de 29,9 % du revenu supplémentaire moyen. En termes réels, les salaires et traitements moyens se situaient à 31 736 $ en 1990 et à 34 074 $ en 1999.

Contexte général

Économie québécoise

Les années 1990 sont caractérisées par une période de récession suivie d'une lente reprise qui ne s'est concrétisée qu'à la deuxième moitié de la décennie. Le PIB a crû sur toute la période (excepté en 1991), plutôt faiblement pendant la première moitié de la décennie et plus fortement pendant les trois dernières années. Le taux d'inflation était très élevé au cours des premières années de la décennie pour ensuite se fixer, à partir de 1992, entre 1 % et 3 % (excepté en 1994 où une déflation est notée).

Le marché du travail a fluctué au gré des changements économiques durant la décennie 1990. Le taux de chômage a augmenté entre 1990 et 1993 se fixant alors à 13,2 %. Par la suite, il a diminué jusqu'en 1999, terminant la période avec 9,3 %. Cette diminution du taux de chômage s'explique principalement par la croissance plus forte à partir de 1997 de l'emploi que de la population active.

Négociation des conventions collectives dans l'administration québécoise

Afin de mieux comprendre l'évolution de la rémunération dans l'administration québécoise au cours de la décennie 1990, un bref retour sur le déroulement des négociations est opportun. Le tableau ci-dessous présente les points saillants des rondes de négociation ainsi que les paramètres généraux[1] concernant les taux d'augmentation salariale de la décennie 1990.

1. Les paramètres généraux couvrent la grande majorité des employés de l'administration québécoise. Il est possible que des augmentations salariales particulières aient été négociées pour certains groupes d'emplois. Ces ententes ne sont pas présentées dans ce tableau.

Année du début des négociations	**Nature de l'entente et années couvertes**	**Taux d'augmentation** (paramètres généraux)
1988	Conventions collectives négociées 1er janvier 1989 au 31 décembre 1991	01/1989 : 4 % 01/1990 : 5,13 % 01/1991 : 5 % 07/1991 : montant forfaitaire de 1 % (versé du 1er juillet 1991 au 30 juin 1992)
	Prolongation négociée 1er janvier au 30 juin 1992	01/1992 à 06/1992 : gel salarial
	Prolongation négociée 1er juillet 1992 au 30 juin 1993	07/1992 : 3 % 04/1993 : 1 %
	Prolongation décrétée 1er juillet 1993 au 30 juin 1995	07/1993 à 06/1995 : gel salarial
1995	Entente de renouvellement des conventions collectives 1er juillet 1995 au 30 juin 1998	07/1995 à 12/1996 : gel salarial 03/1996 : montant forfaitaire de 0,5 % du traitement versé du 1er avril 1995 au 31 mars 1996 01/1997 : 1 % 01/1998 : 1 %
1998	Conventions collectives négociées 1er juillet 1998 au 30 juin 2002 (révision article par article)	01/1999 : 1,5 % 01/2000 : 2,5 % 01/2001 : 2,5 % 01/2002 : 2,5 %

Pour tout renseignement veuillez communiquer avec :

Emmanuelle Jarry
Direction du travail et de la rémunération
Institut de la statistique du Québec
1200, avenue McGill College, 4e étage
Montréal (Québec) H3B 4J8

Téléphone : (514) 876-4384, poste 6208
Télécopieur : (514) 876-1767
Courriel : emmanuelle.jarry@stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives du Canada
Bibliothèque et Archives nationale du Québec
2e trimestre 2006

© Gouvernement du Québec

Institut de la statistique Québec